

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère chargé des transports  
Direction Interdépartementale des Routes Est

#### *Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

#### *Représentant exerçant la maîtrise d'œuvre*

DIR EST

#### *Objet de la consultation*

Dispositifs de retenue – Fourniture, mise en œuvre et réparation sur le réseau État  
géré par la Dir Est

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>1 – Dispositions générales du contrat.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du contrat.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-3. Formes de notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. RGPD (Règlement Général sur la Protection des données).....	13
1-8. Ordres de service.....	13
<b>2 – Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>14</b>
<b>3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>15</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	18
3-4. Augmentation du montant des travaux.....	19
<b>4 – DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>20</b>
4-1. Délai de réalisation.....	20
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	20
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	20
4-4. Autres pénalités.....	21
<b>5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>25</b>
5-1. Retenue de garantie.....	25
5-2. Avances.....	25

<b>6 – PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRI-AUX ET PRODUITS.....</b>	<b>26</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	26
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	26
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	26
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	26
<b>7 – RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTA-TION DES OUVRAGES.....</b>	<b>27</b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	27
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	27
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	27
<b>8 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>28</b>
8-1. Période de préparation.....	28
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	28
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	28
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	28
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	30
8-6. Registre de chantier.....	30
<b>9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>31</b>
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	31
9-2. Réception.....	31
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	33
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	34
9-5. Documents fournis après exécution.....	34
9-6. Délai de garantie.....	34
9-7. Garanties particulières.....	34
<b>10 – RÉSILIATION.....</b>	<b>35</b>

<b>11 – CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....</b>	<b>36</b>
<b>11-1. Publics visés et volume horaire d’insertion à réaliser.....</b>	<b>36</b>
<b>11-2. Le nombre d’heures d’insertion à réaliser.....</b>	<b>36</b>
<b>11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion.....</b>	<b>37</b>
<b>11-4. Dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....</b>	<b>37</b>
<b>11-5. Les modalités de contrôle de l’action d’insertion.....</b>	<b>37</b>
<b>12 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>39</b>
<b>13 – RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>39</b>
<b>14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>40</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Le terme "marché" désigne un "accord-cadre mono-attributaire à bons de commande".*

## **1 – OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent :

- la fourniture d'éléments de dispositifs de retenue aux Centres d'Entretien et d'Intervention (CEI) et Points d'Appui (PA) ;
- des travaux de réparations, remplacements et créations de dispositifs de retenue sur le réseau routier national géré par la DIR Est.

Les principales prestations, objet, du marché sont les suivantes :

- La mise en place d'interventions d'extrême urgence et d'urgence (respectivement en moins de 4 heures et moins de 8 heures) 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, y compris week-end et jours fériés
- La réparation des dispositifs de retenue NF ou CE ;
- La fourniture et la pose d'éléments de glissières NF ou CE, supports et accessoires ;
- La réparation des dispositifs de retenue béton ;
- La fourniture et la pose d'éléments de dispositifs de retenue en béton, supports, accessoires et travaux de préparation ;
- La mise à disposition et/ou la mise en place de dispositifs de retenue temporaire ;
- Les prestations seront à exécuter de jour comme de nuit ;
- La mise en place de balisage de chantier si nécessaire.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Livraisons de fournitures dans les CEI et PA de la DIR Est et réalisation de travaux sur le réseau routier national géré par la DIR Est.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

<b>Désignation des lots</b>	
<b>Lot 1</b>	Service Régional d'Exploitation Grand-Est (SREX-GE)
<b>Lot 2</b>	Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI-FC)

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3.1. Sous-traitance**

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande. .

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

### **Méthodologie de la demande de sous-traitance**

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

**[pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)**

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et signature manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est  
BGAM – Pôle administratif  
10-16 Promenade des Canaux  
BP 82120  
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

### **1-3.2. Conduite d'opération**

Sans objet.

### **1-3.3.** Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par :

Monsieur le Directeur de la DIR Est ou son représentant.

### **1-3.4.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.5.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

**APAVE**

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### **1-3.6.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.7.** Autres intervenants

Sans objet.

### **1-3.8.** Représentation de l'acheteur

Pour l'exécution du marché, le représentant de l'acheteur (RA) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

#### **1. le Responsable du BGAM ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :**

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.5) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.1) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4).

#### **2. le Chef de SRE (Service Régional d'Exploitation) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :**

- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;

- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

### **3. Le Chef du SPMR (Service des Politiques et Mobilités Routières) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :**

- Commande du bilan quantitatif ;
- Réception de cette commande et application de la pénalité en cas de non-respect du format du document de bilan demandé au CCTP.

#### **1-3.9. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant de l'acheteur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant de l'acheteur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant de l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

#### **1-4. Travaux intéressant la "Défense" – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

Sans objet.

#### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.



## **1-6. Dispositions générales**

### **1-6.1.** Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

#### **1-6.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du

présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ..... .

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### **1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### **c/ Obligation d'affichage**

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du

code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### **1-6.3.1** Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2** Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3** Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### **1-6.3.4** Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s)

titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4. Réalisation de prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

#### **1-6.5. Clauses sociales et environnementales**

##### **1-6.5.1. Clauses sociales pour le/les lot(s) n° Lot 1, Lot 2**

Les conditions d'exécution du/des lot(s) n° Lot 1, Lot 2 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

##### **1-6.5.2. Clauses environnementales**

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Les pièces particulières du marché fixent les clauses environnementales qui seront traitées au travers de la production d'un SOPAE comportant : l'analyse du contexte environnemental et des principales contraintes environnementales des sites d'exécution des prestations, l'organisation générale du chantier en lien avec les contraintes environnementales, la liste des procédures environnementales et de lutte contre les pollutions, la prise en charge et le traitement des déchets générés par le chantier au travers d'un SOSED, les points critiques et points d'arrêts, les contrôles prévus.

### **1-6.6. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

### **1-7. RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront explicitées au plus tard durant la période de préparation.

### **1-9. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Chef

du Service Régional d'Exploitation (SRE), son adjoint ou son intérimaire.

Les bons de commande sont adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 18h00, par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de vingt-quatre heures par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission de l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Si c'est un bon de commande normal ou de régularisation ;
- Le type d'intervention demandé ;
- Si intervention normale ou sur événement bloquant ;
- La désignation et la catégorie/nature des produits ;
- La quantité commandée par catégorie/nature ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie/nature de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée ;
- La date de début des prestations ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché : n° d'Engagement Juridique en 130xxxxxxx ;
- La référence du bon de commande : n° d'Engagement Juridique en 140xxxxxxx.

## **2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A – Pièces contractuelles**

- L'acte d'engagement (AE) de chaque lot (**daté et signé numériquement eIDAS au moment de l'attribution par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) de chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Plan Général de Coordination (PGC) ;
- L'intégralité des sous-détails des prix unitaires (SDPU) et de décomposition des prix forfaitaires (DPF) ;
- Les actes de sous-traitance ;
- Les avenants éventuels.

### **B – Pièces non contractuelles**

- Le document financier (DF) ;
- Le mémoire technique (MT) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnemental (SOPAE) ;
- La notice descriptive des mesures et des moyens (effectifs et techniques) mis en place pour assurer la sécurité du chantier.

### **3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

#### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

##### **3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché
- des sujétions d'exécution particulières suivantes :
  - Prise de contact avec les chefs de Centre d'Entretien et d'intervention (CEI), représentants locaux du RA, pour définir les dates et modalités d'interventions souhaitées.  
L'attention des candidats est attirée sur le fait que la disponibilité des équipes et/ou du réseau de la DIR Est reste soumise à des contraintes d'exploitation fortes qui peuvent impacter les programmations de chantiers envisagées par le titulaire du présent marché. Aucune intervention sur le réseau routier de la DIR Est ne peut être effectuée sans accord préalable de l'exploitant et sans les mesures d'exploitation adéquates ;
  - Interventions réalisées sur chaussées bidirectionnelles et routes à chaussées séparées (voies rapides urbaines ou autoroutes) avec les attentes nécessaires à la mise en place et au déplacement de la signalisation de protection effectués par et/ou sous la responsabilité des CEI ;
  - Résultats de tests amiante/HAP fournis par le MOA/MOe ;
  - La prise en charge et l'évacuation des éléments déposés vers un lieu de stockage qui pourra être précisé au cas par cas par le représentant du MOA/MOe. Si tel n'est pas le cas, les éléments déposés seront évacués par le titulaire du présent marché vers une filière adéquate conformément à la réglementation en vigueur.
- des dépenses liées aux mesures concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- du fait que la mise en place et l'enlèvement du balisage de protection des chantiers ne relèvent pas nécessairement du titulaire du présent marché ;
- du fait que les travaux pourront être réalisés de jour comme de nuit, en semaine, les week-ends et jours fériés avec les plages définies de la façon suivante :
  - La semaine débute le lundi à 07h00 et s'achève le vendredi à 22h00
  - Le week-end débute le vendredi à 22h00 et s'achève le lundi à 07h00
  - Un jour férié débute la veille à 22h00 et s'achève le lendemain à 07h00
  - La journée débute à 07h00 et s'achève à 22h00



**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 et pour les modalités d'exploitation sous chantier, en application du 8-4.4, ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau sera notifié par ordre de service.

**3-2.4.** Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Le RA se réserve la possibilité de se faire communiquer toute décomposition ou sous-détails de prix dès qu'il l'estimera nécessaire et en particulier lors du jugement des offres ou de l'établissement d'un prix supplémentaire.

**3-2.5.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les articles du CCAG Travaux 2021 suivants : 12.1.1, 12.2.1, 12.3.1, 12.2.2, 12.3.2, 12.3.3, 12.3.4, 12.4.1 et 12.4.2 sont en partie modifiés comme suit :

#### **A – Décomptes et acomptes**

Après exécution totale des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet selon les modalités définies ci-après, une facture assortie du calcul des quantités ou pourcentages des prestations réalisées. Chaque demande de paiement concernera un unique bon de commande et contiendra les références aux prix du marché provisoires ou définitifs. La remise de cette demande de paiement implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement et éventuellement l'état de prestations corrigé par le maître d'œuvre. La remise de cet état de règlement implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

#### **B – Décompte général**

Le titulaire valide et adresse à la MOA selon les modalités définies ci-après, sous trente (30) jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier bon de commande. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux. Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié, par le MOA, qui édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous dix (10) jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RA d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RA dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### **3-2-6-1** Modalité de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs y compris les microentreprises depuis le 1er janvier 2020.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur « Chorus Pro ».

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants : Cadre de facturation « dépôt » des factures de travaux A4 "projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur" ou A7 : projet de décompte final déposé par un fournisseur

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro SIRET de la DIR Est 13000153000331
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) de l'accord cadre est : 130xxxxxxx
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande : 140xxxxxxx

#### **3-2-6.2** Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à

L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisables**

par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 sur présent CCAP.

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de limite de remise des offres.

Ce mois, appelé "mois zéro" ( $m_0$ ), est inscrit en bas de page 1 de l'acte d'engagement.

### **3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du présent marché sont :

Index	Désignation
010607767	DRR01 - Fourniture de dispositifs de retenue de route
010607768	DRR02 - Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE

Pour chacun des 2 lots constitutifs du présent marché, les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
010607768	Prix des séries 100, 300, 400, 500, 600, 700, 800, 900, 1000
010607767	Prix de la série 200

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Les prix sont révisibles avec la formule de révision suivante :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : **C<sub>n</sub>** : Coefficient de révision applicable pour le calcul d'un acompte et du solde ;

**I<sub>0</sub>** : Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

**I<sub>n</sub>** : Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation de prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

## **3-4. Augmentation du montant des travaux**

Sans objet.

## **4 – DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité et le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire, pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution sur intervention programmée**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de non-respect dans le délai d'exécution des travaux précisé au bon de commande, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de **MILLE EUROS (1 000,00 €)**.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard sur les délais d'intervention d'extrême urgence et d'urgence**

- **Pour les interventions d'extrême d'urgence :**  
le personnel, le matériel et les matériaux nécessaires à la remise en état ou à la sécurisation des dispositifs de retenue endommagés doivent être sur site et les travaux doivent pouvoir débuter au plus tard **8 heures** après le déclenchement de l'intervention (appel téléphonique).
- **Pour les interventions d'urgence relative:**  
le personnel, le matériel et les matériaux nécessaires à la remise en état ou à la sécurisation des dispositifs de retenue endommagés doivent être sur site et les travaux doivent pouvoir débuter au plus tard **24 heures** après le déclenchement de l'intervention (appel téléphonique).
- **Pour les interventions d'urgence modérée:**  
le personnel, le matériel et les matériaux nécessaires à la remise en état ou à la sécurisation des dispositifs de retenue endommagés doivent être sur site et les travaux doivent pouvoir débuter au plus tard **48 heures** après le déclenchement de l'intervention (appel téléphonique).

Le titulaire doit être en mesure de répondre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept et de satisfaire à la demande du gestionnaire de réseau, du maître d'ouvrage ou de son maître d'œuvre.

La fiche d'intervention d'urgence reprendra les heures d'appels et d'arrivée sur le site et sera contresignée par l'entreprise.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans les délais d'intervention d'extrême urgence et d'urgence, sans mise en demeure préalable, une **pénalité**

**horaire de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500,00 €).**

#### **4-3.3.** Primes d'avance

Sans objet.

#### **4-4.** Autres pénalités

Sauf exception précisée ci-après, les stipulations du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution.

##### **4-4.1.** Pénalités pour non respect du schéma de balisage sur routes bidirectionnelles

En cas de non-respect des modalités d'exploitation et des schémas de signalisation validés par l'exploitant du réseau DIR Est, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité de **MILLE EUROS (1 000,00 €)** par infraction constatée.

##### **4-4.2.** Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de non-remise en état des lieux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux une pénalité horaire de **MILLE EUROS (1 000,00 €)**.

##### **4-4.3.** Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 40 du CCAG, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité journalière fixée à CENT CINQUANTE EUROS( **150 €**).

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

##### **4-4.4.** Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de **60 €** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 11.4 du présent CCAP, pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

##### **4-4.5.** Autres pénalités diverses

###### **Transmission du bilan des travaux**

Pour chaque chantier, le titulaire s'engage à rédiger et diffuser à la DIR Est, conformément à l'article 6- BILAN DES TRAVAUX du CCTP le bilan des travaux dans les 14 jours calendaires qui suivent la fin de chaque chantier/commande.

La DIR Est dispose alors d'un délai de 14 jours calendaires pour faire part de ses remarques éventuelles.

Le titulaire dispose ensuite d'un délai de 7 jours calendaires pour prendre en compte les remarques de la DIR Est et proposer une nouvelle version du bilan des travaux.

Le titulaire procédera à une mise à jour du bilan autant de fois que nécessaire (le délai de 14j pour la DIR Est et de 7 jours pour le titulaire reste applicable peu importe le nombre de version à produire).

En cas de retard dans la rédaction et diffusion du bilan des travaux, une pénalité par jour calendaire de **CINQ CENTS EUROS (500,00 €/j)** est appliquée jusqu'à la remise des données.

Cette pénalité s'applique également en cas de retard pour la remise d'une nouvelle version du bilan des travaux avec la prise en compte des remarques de la DIR Est.

#### **Rapport d'intervention :**

En cas de retard dans la fourniture d'un rapport d'intervention dans les 15 jours calendaires après l'exécution du chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité journalière fixée à **CINQ CENT EUROS ( 500 €)**.

#### **Déchargement :**

Si la prestation de déchargement n'est pas effectuée conformément au CCTP, une pénalité de **CINQ CENT EUROS ( 500 €)** par livraison est appliquée, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, la représentation de la fourniture restant à la charge du titulaire.

#### **Pénalités pour impossibilité de contacter l'entreprise au numéro d'astreinte :**

En cas d'impossibilité de contacter l'entreprise au numéro d'astreinte fourni, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité journalière de **DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €)**.

En cas de défaillance de l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserve le droit de se substituer, sans mise en demeure préalable, au titulaire pour faire exécuter les travaux indispensables à la sécurité publique, ceci aux frais du titulaire.

#### **Pénalité journalière pour voies publiques non nettoyées :**

En cas de non respect des obligations de nettoyage de la voie publique suite à l'exécution des commandes du présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité journalière fixée à **MILLE EUROS (1000,00 €)**.

#### **Pénalité pour non respect des règles de sécurité :**

Le non-respect des règles de sécurité décrites ci-dessous entraîne l'application, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, des pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P1	Stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée. L'UNITÉ: cinq cents Euros	500,00 €
P2	Absence de gyrophare (ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin. L'UNITÉ: cinq cents Euros	500,00 €

P3	Absence de bandes blanches rouges et blanches sur un véhicule. L'UNITÉ: cinq cent Euros	500,00 €
P4	Non fonctionnement (quelle que soit la cause) de gyrophare (ou feu à éclats) sur un véhicule ou un engin au cours d'une évolution autre que la circulation normale dans les voies réservées à cet effet. L'UNITÉ: cinq cents Euros	500,00 €
P5	Absence de vêtement de signalisation haute visibilité de classe 2 ou 3 L'UNITÉ: Cinq cents Euros	500,00 €

Ces pénalités, P1 à P5, sont cumulables. Toutefois, chacune ne peut être appliquée au titulaire qu'une fois par journée de travail, par engin, par élément de signalisation et par personne.

#### **Pénalité pour non respect des dispositions environnementales :**

En cas de non-respect des mesures concourant au respect des exigences environnementales (PRE et SOSED notamment), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, les pénalités indiquées dans le tableau ci-dessous par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à lever de l'infraction et ce indépendamment des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services chargés de la police des eaux ou de l'environnement, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge du titulaire. L'ensemble des pénalités du tableau sont cumulables et s'appliquent également aux sous-traitants :

Niveaux de pénalités	1	2	3
Gravité de l'atteinte	Infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement	Atteintes à l'environnement ou dégradations réparables	Dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes
Coût	500,00 €	1 000,00 €	10 000,00 €
<i>Non-respect des législations sur l'environnement</i>	<b>X</b>		
<i>Mauvaise organisation, non application du tri sélectif des déchets sur le chantier, absence du responsable environnement</i>	<b>X</b>		



<i>Rejet direct d'hydrocarbures de résidus de curage ou de produits toxiques sur le chantier ; dans les eaux superficielles ou dans le sol</i>		<b>X</b>	
<i>Défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement</i>		<b>X</b>	

<b>Niveaux de pénalités</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
<i>Pénétration des engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées</i>		<b>X</b>	
<i>Coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre</i>		<b>X</b>	
<i>Stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche</i>		<b>X</b>	
<i>Rejet direct d'hydrocarbures, de résidus de curage ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine</i>			<b>X</b>
<i>Non respecte des dispositions définies</i>			<b>X</b>

<i>dans l'étude d'impact environnemental</i>			
<b>Délais d'information du maître d'œuvre</b>	<b>Immédiat</b>		
<b>Délais de correction / remédiation</b>	<b>10 jours calendaires</b>	<b>5 jours calendaires</b>	<b>Immédiat</b>

## **5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les modalités de règlement de l'avance répondent à l'option A du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 (mini) % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

## **6 – PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

#### **6-3.1.** Le CCTP définit :

les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

#### **6-3.2.** Le CCTP précise :

quels sont les matériaux, produits et composants de construction faisant l'objet de vérifications ou de surveillance concernant la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **7 – RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

En dehors du cadre des interventions d'urgence, le maître d'ouvrage réalise la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre des interventions d'urgence la procédure spécifique prévue par la réglementation devra être mise en œuvre par le titulaire du présent marché en lien avec le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre :

- la réalisation des DICT (y compris dans le cas particulier d'intervention en urgence où il devra assumer la mise en œuvre de la procédure spécifique prévue par la réglementation) ;
- les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants avec les incertitudes de localisation indiquées.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Le titulaire doit s'assurer que lui et ses sous-traitants sont en mesure de répondre aux exigences de la réglementation sur les DT/DICT dans le cadre des interventions d'urgence et en particulier que l'ensemble des intervenants sur ce type de chantiers est titulaire de l'AIPR.

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

## **8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation**

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, il n'est pas prévu de période de préparation relative au présent marché. Cependant, certaines opérations commandées dans le cadre du présent marché pourront nécessiter une période de préparation. Dans ce cas, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées à l'occasion de la commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai ne pouvant pas excéder 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

### **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

### **8-3. Notices techniques – Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais les notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

## **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

### **2. Obligations du titulaire**

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **8-4.4.** Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Sur les routes à chaussées séparées (RCS) les modalités d'exploitation sous chantier sont prises en charge par la DIR Est.

Sur les routes bidirectionnelles, la DIR Est se réserve le droit d'assurer la prise en charge des modalités d'exploitation sous chantier ou de la confier au titulaire du présent marché sous le contrôle de l'exploitant concerné par la zone de chantier. Cette précision apparaîtra spécifiquement dans les bons de commande.

Les modalités d'exploitation mises en œuvre doivent être conformes à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les sujétions de démontage, dépose et démolition, tri des produits déposés ou démolis, sont précisées dans le CCTP.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Chaque commande donne lieu à une réception partielle
- Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

#### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-2.3. Réceptions des livraisons**

##### **Vérifications quantitatives :**

Elles sont effectuées dans un délai de 10 jours à dater de la livraison de la fourniture.

Ces vérifications porteront sur le dénombrement à l'unité, les longueurs et les formats.

La livraison devra toujours avoir lieu en présence du représentant du service acheteur.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison ou d'un état dont le modèle peut être imposé par le RA. Ce bulletin ou cet état, dressé distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande, lot ou marché, comportera notamment :



- nom du client et l'adresse de livraison ;
- la date d'expédition ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- l'identification du titulaire (nom et raison sociale) ;
- le nom du transporteur et le numéro du véhicule ;
- la désignation des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur ledit état.

Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

Les bulletins de livraison ou états seront établis en double exemplaires et remis au service acheteur avant déchargement. Après livraison, ils seront signés par l'agent réceptionnaire (avec indication lisible du nom signataire), un des exemplaires sera conservé par l'acheteur et l'autre remis immédiatement au livreur.

Chaque facture du fournisseur devra systématiquement être accompagnée d'une copie du/des bulletins de livraison ou l'état(s).

### **Vérifications qualitatives :**

Elles sont effectuées dans un délai de 30 jours à dater de la livraison de la fourniture.

Elles portent sur les conformités de ces fournitures avec les prescriptions du CCTP.

Tous les matériels devront être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur sur les dispositifs de retenue, à la date de livraison. Les fournitures livrées pourront être refusées. Le remplacement ainsi que les autres frais sans exception resteront à la charge du fournisseur s'il a été reconnu que la fourniture est défectueuse ou de nature différente de celle indiquée sur le bon de commande. Les fournitures refusées seront enlevées par les soins, aux frais et risques du fournisseur, dans un délai maximum de quatre jours à compter de la notification de leur refus. Passé ce délai, elles seront renvoyées à ses frais, risques et périls. Elles devront être remplacées par le fournisseur dans un délai de trente jours.

Le RA peut décider de faire exécuter des essais ou des vérifications. Le fournisseur est tenu de présenter à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Si les résultats des vérifications ne permettent pas l'acceptation d'une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction, les dépenses correspondant à ces vérifications sont à la charge du fournisseur.

Sauf accord intervenu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire agréé par le pouvoir adjudicateur.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour des opérations préalables à la réception, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des équipements et les conditions de garantie de leur fabricant, les constats d'évacuation des déchets. Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Conformément à l'article 40 du CCAG, les autres éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du DIUO seront remis aux mêmes destinataires dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la décision de réception de travaux.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad ;
- les autres documents seront remis sous le format : ppt, doc, xls, pour Microsoft Office  
sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf.

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **10 – RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que l'acte de transfert est subordonné à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Les autres stipulations de l'article 50.4 du CCAG s'appliquent.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **11 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le représentant de l'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au(x) lot(s) suivant(s) :

<b>Désignation des lots</b>	
<b>Lot 1</b>	Service Régional d'Exploitation Grand-Est (SREX-GE)
<b>Lot 2</b>	Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI-FC)

Pour l'exécution du/des lot(s) n° Lot 1, Lot 2 , chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser**

- les demandeurs d'emploi de longue durée;
- les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi;
- les jeunes de niveau de qualification inférieur au niveau 3 (anciennement niveau V), c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréés ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple "Défense 2ème chance";
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur de la clause sociale, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

### **11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au paragraphe 11-1 précédent.

<b>Lot</b>	<b>Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché</b>
Lot 1	3 heures par tranche de 10 000€
Lot 2	3 heures par tranche de 10 000€

### **11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1<sup>re</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion.
- 2<sup>e</sup> modalité : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.

- 3<sup>e</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

### **11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le RA a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Maison de l'emploi	Cécile HENRY Chargée de mission clauses d'insertion Tel. 03.83.22.24.00 / 07.50.59.35.80 --- Maison de l'Emploi du Grand Nancy 88 Avenue du XXeme Corps BP 90657 - 54063 NANCY CEDEX
--------------------	---

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

### **11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le RA, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

## **12 – DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **Clauses environnementales :**

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

### **Ces conditions sont les suivantes :**

En cas de non-respect des mesures concourant au respect des exigences environnementales (PRE), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, les pénalités indiquées dans l'article 4 du présent CCAP par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à levée de l'infraction et ce indépendamment des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services chargés de la police des eaux ou de l'environnement, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge du titulaire.

## **13 – RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP		
CCAP 1-3.9 b) et 1-3.9 c)	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	Déroge en partie aux articles	12.1.1 à 12.4.2 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	12.2.1, 19.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-3	déroge aux articles	19.2.1, 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1 et 4-3.2	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-4.1 et 4-4.2	déroge à l'article	19 du CCAG
CCAP 4-4.3	déroge aux articles	19 et 40 du CCAG
CCAP 4-4.5	déroge aux articles	19 et 52.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8.4	déroge aux articles	31 à 34 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge aux articles	50.3.1 et 50.4 du CCAG
CCAP 12	déroge à l'article	52.1 du CCAG